

ter les distributions d'imprimés, par millions, rapports, brochures, feuillets, etc., dont le coût total peut paraître fabuleux. A part ces dépenses annuelles, le même gouvernement a fait, en 1861, une appropriation de territoire public, au profit de l'enseignement agricole et des stations agronomiques, de neuf millions (9,000,000) d'acres de terre, lesquels ont déjà produit neuf millions de piastres, bien qu'une partie seulement du territoire ainsi octroyé ait été mis en vente jusqu'ici (1). L'institution chargée de l'enseignement agricole en Californie dispose à cette fin d'une dotation d'entretien de \$600 000 environ en sus de ses propriétés : collège, fermes, jardins, stations agronomiques, etc. (2). Le collège de l'agriculture d'Iowa est encore plus richement doté. Le coût de ses propriétés, collège, ferme, etc., a excédé un million de piastres. Sa dotation d'entretien, pour la seule partie provenant de l'octroi de terre en sa faveur, s'élève à environ \$700,000, sans compter ses autres sources de revenus (3). Il en est de même, dans une plus ou moins forte proportion, de chacun des États de l'Union.

Par le HATCH BILL, loi qui vient d'être sanctionnée aux États-Unis, chacun des États recevra à l'avenir quinze mille piastres annuellement de plus que par le passé pour le maintien d'une Station Expérimentale locale.

Voilà donc des sommes énormes employées chaque année dans *chacun des États-Unis*. Et cependant, nous n'avons encore rien fait, officiellement, dans notre province en cette matière, bien que l'importance de la province de Québec et ses besoins agricoles dépassent de beaucoup non seulement ceux de chacun des États séparément mais même ceux de plusieurs États réunis!

Le Collège d'agriculture provincial d'Ontario, à Guelph, a été créé en 1873. En 1880, il avait déjà absorbé un capital, pour achat de propriété, constructions, etc., de \$225,889.46. L'excédant de dépenses sur les revenus a été, en 1881, de \$56,324; en 1882, de \$51,050; en 1883, de \$55,801; en 1884, de \$90,291.00. Sur ces montants un tiers environ est imputable au compte : capital.

Un point qu'il importe de signaler, c'est le montant de sacrifices que le gouvernement d'Ontario s'impose chaque année uniquement pour le maintien de la "Ferme Expérimentale" en rapport avec le Collège d'agriculture de Guelph. Les comptes publics indiquent de ce chef :

" FERME EXPÉRIMENTALE D'ONTARIO, A GUELPH :

Dépenses pour l'enseignement au Collège, en sus des revenus obtenus pour pensions, etc.	Dépenses payées pour le maintien de la Ferme d'Expérimentation en sus des revenus par les produits de la ferme :
-----------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

En 1881, — \$14,986.85	En 1881, — \$13,177.59
" 1882, — 18,315.95	" 1882, — 17,814.42
" 1883, — 18,797.7	" 1883, — 21,603.21
" 1884, — 19,760.56	" 1884, — 18,018.44

La moyenne annuelle des dépenses du Collège d'agriculture d'Ontario ont été dans ces quatre années :

Pour maintenir l'établissement, par année..... \$36,335.47
 Pour améliorations, portées au compte : capital " 27,031.66

(1) Moyenne annuelle des dépenses totales... \$63,367.13

Le gouvernement fédéral du Canada a commencé en 1886 la création d'une Station Expérimentale à Ottawa. Dans la première année les dépenses d'achat de propriété, de commencement d'installation, etc., se sont élevées à près de

(1) Voir id., page 5.
 (2) Id., page 6.
 (3) Id., page 30.
 (4) Idem, page 85.

\$100,000.00. Cette Station promet déjà une utilité incontestable, mais il faudra plusieurs années d'expérience, et de grandes mises de fonds, avant que son travail soit organisé et tout à fait fructueux.

Voilà ce que l'on fait ailleurs en vue du meilleur enseignement agricole à donner. Or, peut-on nier que, dans la province de Québec, l'agriculture est encore en grande souffrance et qu'elle aussi a un besoin pressant d'enseignement? Ici, les canadiens-français ont été abandonnés à eux-mêmes, en matières agricoles, peu de temps après la création de la Colonie. Ils ont dû, pendant des siècles, et tout récemment, lutter de toutes leurs forces pour leur maintien comme nationalité distincte. Or, on le sait, ces luttes sont, toujours et partout, des plus préjudiciables aux progrès de l'agriculture. Au contraire, les pays ci-haut cités possèdent au milieu d'eux les cultivateurs et agronomes les plus distingués du monde. Les colonies anglaises d'Amérique, par exemple, se sont toujours recrutées en Europe, et par milliers chaque année, des populations les plus avancées en agriculture. Notre état d'infériorité relative en cette matière est donc tout naturel. Aussi le besoin d'un enseignement essentiellement sûr et pratique, plutôt que très savant ou théorique, est-il devenu depuis longtemps indispensable. Voilà des faits que tout homme éclairé et de bonne foi doit admettre. D'ailleurs, les recensements officiels du Canada démontrent que, malgré la richesse indiscutable du territoire qu'occupent nos anciennes paroisses, les produits et la population agricoles y sont, en général, en décroissance régulière et annuelle. En somme, notre province occupe, absolument, le bas de l'échelle comme rendement du sol, dans la Confédération canadienne.

Cependant, depuis une vingtaine d'années surtout, il faut l'admettre, des efforts sérieux ont été faits pour enrayer le mal dont souffre, à un si haut point, notre agriculture provinciale. Le Conseil d'agriculture, surtout lors de sa création, s'est beaucoup occupé de l'enseignement agricole. C'est en 1869, l'année qui suivit sa création, qu'il me chargea de diriger " *La Semaine agricole* qui devint l'organe du Conseil. Quelques mois après il ajouta à ma tâche, déjà rude, celle de donner des conférences agricoles dans nos campagnes. Je dus accepter ces charges avec crainte et tremblement. Dès les premiers jours, et afin d'appuyer mes conseils sur des démonstrations oculaires indiscutables, j'établis à Valrennes, près de Montréal, à mes frais, malheureusement, une *Ferme de démonstrations* aussi complète que mes moyens fort restreints, et mes espérances pouvaient le permettre.

C'est, incontestablement, des conférences et des articles du Journal, appuyés par le travail de "démonstrations" à Valrennes, que date le mouvement vers l'industrie laitière, puis la création des fromageries; enfin, plus tard, celle des beurries. Aujourd'hui ces industries ont fait tant de progrès que nous devançons même la province d'Ontario dans la production des beurres de fabrique. Quant à nos fromageries, elles s'améliorent au point que le professeur d'industrie laitière à Guelph, M. Robertson, l'autorité canadienne par excellence en ces matières, a affirmé récemment que le fromage américain qui s'est vendu le plus cher, en Angleterre, l'an dernier, à cause de ses qualités exceptionnelles, a été produit dans la partie française de la province de Québec.

En 1879, l'honorable M. Joly, alors premier-ministre, créait le Journal d'agriculture anglais et m'honorait encore de sa direction. C'était la preuve que l'on était satisfait de la rédaction du Journal français. L'honorable M. Joly reconnaissait le fait qu'un journal anglais officiel devait être à la hauteur des besoins des cultivateurs les plus avancés dans l'Amérique du Nord, puisque nous possédons, dans les MM. Cochrane, Gibb, James Drummond, Thos. Irvine, Dawes,